

► **Le président de Richelieu Finance, Gérard Augustin-Normand, explique les raisons du rachat de sa société par le groupe belge KBC.**

Propos recueillis par
Yves de Kerdrel
et **Marie-Christine Sonkin**

Quelles sont les raisons de votre adossement à KBC ?

Un adossement comme une cession sont des événements naturels dans la vie d'une société, et une réflexion était déjà engagée à ce sujet. Il est vrai toutefois que le calendrier s'est accéléré récemment, dans une configuration de marché exceptionnelle : la transmission de la crise du marché des crédits à celui des actions, et notamment au segment des valeurs moyennes et des situations spéciales, a mis en évidence la nécessité d'élargir notre gamme.

Avant ces événements, nous avions d'ailleurs déjà envisagé une diversification en amont sur la gestion obligataire et en aval sur la gestion internationale pour proposer une gamme plus complète.

Avez-vous été confrontés à des problèmes de liquidités sur votre fonds vedette Richelieu Spécial ?

C'est une question que je me suis moi-même posée lorsque nous avons dû faire face à des retraits importants. Mais, justement, le problème a été anticipé, puisque à aucun moment il n'a été question de geler ni, a fortiori, de fermer le fonds.

J'ai été, en revanche, surpris de la façon dont certains ont joué avec nos positions en spéculant à la baisse sur les valeurs détenues par Richelieu Spécial. Rappelons que



« Nous proposerons les services d'une banque privée »

depuis sa création, le 12 mai 2000, et en arrêtant sa performance au 31 décembre 2007, le fonds a progressé de plus de 100 %, alors même que sur cette période son indice de référence est négatif. Or l'encours du FCP a fortement chuté, passant de plus de 2 milliards d'euros avant la crise boursière à environ 1,3 milliard actuellement. La confiance est

aujourd'hui revenue du fait de notre adossement, et nombre des valeurs détenues dans notre portefeuille, manifestement sous-évaluées, se sont redressées.

D'ailleurs, mercredi 23 janvier, alors que la Bourse de Paris perdait plus de 4 %, la valeur liquidative du fonds progressait. Précisons, enfin, que nous ne sommes pas déposita-

res. C'est BNP Paribas qui assume cette fonction. Malgré les secousses actuelles, la banque présente toutes les garanties de solidité. Les problèmes sont aujourd'hui derrière nous.

Etait-il possible d'éviter le rachat par KBC ?

Notre réflexion sur une éventuelle cession était engagée avant ce problème de relative illiquidité. Elle s'est avérée la meilleure solution, d'autant qu'il n'était pas question de suspendre le fonds. Nous n'étions pas confrontés, comme dans le cas des Sicav monétaires « dynamiques », à des problèmes d'évaluation et à l'impossibilité d'établir un cours, mais à la nécessité de faire taire les rumeurs et d'alléger la pression sur nos titres favoris.

L'adossment à KBC nous a paru d'autant plus opportun que ce groupe respecte l'indépendance des structures de gestion auxquelles il est associé. Nous nous connaissons depuis longtemps. KBC distribue déjà nos fonds en Belgique et nous a toujours marqué la plus grande confiance.

La société Richelieu Finance s'est-elle trouvée en danger ?

A aucun moment nous n'avons été en difficulté. Nous disposons de 120 millions de fonds propres et nos comptes 2007 sont bénéficiaires, avec un résultat net supérieur à 50 millions d'euros. Il n'y a aucun problème quant à la solidité financière de l'entreprise elle-même.

Comment envisagez-vous l'avenir de Richelieu Finance ?

Nous allons étoffer notre gamme, mais aussi offrir tous les services d'une banque privée, des produits bancaires à la tenue de comptes.

Nos équipes et nos moyens

seront renforcés aussi bien en direction de la clientèle particulière, que des conseillers financiers et des institutionnels.

Le modèle de gestion value que vous développez depuis des années est-il remis en cause par cette expérience ?

Je crois toujours à la gestion *value*, qui consiste à sélectionner des entreprises dont la valeur n'est pas reflétée par le cours de Bourse. Nous pourrions toutefois enrichir notre modèle en prenant en compte les actifs incorporels.

Quels conseils donneriez-vous aujourd'hui aux porteurs de parts de Richelieu Spécial ?

Le meilleur allié de notre gestion, c'est le temps, et il y a de bonnes affaires à faire aujourd'hui. Si l'on est patient, il y a de bonnes occasions à saisir. Je n'achète pas des indices, mais des valeurs.

Dans le contexte actuel, les sociétés de gestion indépendantes ont-elles encore un avenir ?

Bien sûr. Elles existeront toujours, tant que leurs dirigeants en auront l'énergie et le goût. Le modèle de structures capitalistes indépendantes n'est pas remis en cause.

Que pensez-vous du geste de Bernanke, qui vient de baisser de 0,75 % les principaux taux directeurs de la Réserve fédérale ?

Ce geste est risqué. D'ailleurs, les marchés s'en inquiètent, et leur réaction montre que le problème est loin d'être réglé. Tous les plans d'urgence d'injections massives de liquidités montrent que la marge de manœuvre est très faible, et je suis prudent pour les mois qui viennent.